

Article

« Le droit du citoyen à l'information scientifique et l'incontournable nécessité d'une grande revue d'expression française »

Michel Bergeron

M/S : médecine sciences, vol. 21, n° 3, 2005, p. 229-230.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/010678ar>

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

> Indéniable est le succès de *médecine/sciences* comme revue de formation, d'information et de culture. Avant tout, ce succès est dû à la foi de nos auteurs en cet outil de diffusion scientifique et à la qualité de leur recherche. En ce vingtième anniversaire, il convient de rappeler l'enthousiasme et les doutes mais surtout l'optimisme qui a entouré la conviction d'éditer une grande revue d'expression française [1]. Dans ce numéro, Axel Kahn souligne la philosophie du premier Comité de rédaction franco-québécois, sa volonté de suivre l'évolution de la recherche en biologie, son objectif d'influencer le cours des idées en sciences de la santé et en bioéthique. « *La qualité seule sera le moteur de la diffusion de médecine/sciences* », pouvait-on lire dans le premier éditorial [2]. La recherche de l'excellence repose sur le jugement des pairs et sur la rigueur dans l'évaluation et la critique des manuscrits. C'est grâce au respect de ces principes que *médecine/sciences* est présente dans les grands index internationaux et peut y être lue et consultée notamment dans l'*Index Medicus/Medline*.

La route allait être ardue - nous le savions - mais dorénavant nos collaborateurs ne devraient plus avoir à travailler dans des conditions artisanales. La recherche de l'excellence a aussi un prix. Ne le cachons pas, *médecine/sciences* ne correspond pas encore à ce rêve d'une grande revue qui possède les moyens financiers de ses ambitions. Les revenus autonomes sont insuffisants car l'édition électronique fait perdre des revenus d'abonnement et les agences de publicité pharmaceutique ne recommandent pas *médecine/sciences* à cause de son tirage peu élevé et de son contenu « trop savant ». Il est illusoire de compter sur des revenus autonomes pour assurer la diffusion de nos travaux de recherche et de nos réflexions dans une revue indépendante comme *médecine/sciences*. Il faut en prendre acte et agir auprès de nos partenaires scientifiques, comme les associations savantes, les universités et les institutions de recherche qui toutes reconnaissent l'importance de l'enseignement scienti-

fique continu. Heureusement, *médecine/sciences* a reçu l'appui généreux de ses ministères de tutelle qui ont compris, au Québec comme en France, les enjeux de l'appropriation de la science au sein de nos sociétés.

La critique de la science, en particulier celle des applications thérapeutiques, est un devoir pour tout chercheur. *médecine/sciences* doit avoir les moyens d'être ce phare en Francophonie. Les cliniciens et leurs patients, les contribuables et les journalistes ont besoin de lire l'avis des experts indépendants que sont nos auteurs. Qu'il suffise de mentionner les débats entourant le retrait récent des inhibiteurs de la COX-2 ou de certaines médications hormonales de la ménopause. Les exemples sont légion où *médecine/sciences* a rempli ce rôle au cours de ces deux décennies : les cellules souches, la thérapie génique, l'euthanasie, le sida.

Que la solution à certains problèmes de santé soit connue et ne soit pas appliquée constitue un des scandales de nos démocraties modernes. En fait, la notion même de l'accessibilité à la Science et à la Technologie en tant que droit fondamental serait ici mise en cause. Un droit aussi fondamental que la liberté de presse, le droit d'association, l'indépendance du système judiciaire... Certes, il est inhérent au droit à l'éducation mais il serait important de le distinguer parce que nos sociétés sont imprégnées de connaissances scientifiques qui influent sur le processus décisionnel des parlements et des instances qui font appel à la participation des citoyens. Comme l'analphabétisme, l'absence de culture scientifique - surtout chez les praticiens de la science - est un danger dans les sociétés modernes. Cet analphabétisme scientifique, comme l'autre, est souvent associé à la pauvreté et aux mauvaises conditions d'hygiène dans les sociétés moins privilégiées et dans les quartiers défavorisés de nos grandes villes. Les coûts et les effets néfastes de l'ignorance ont été mesurés par les chercheurs en santé publique dans les cas de carences nutritionnelles. Les scientifiques doivent être les premiers à

défendre la notion que l'accès à la Science et à la Technologie est une condition nécessaire pour le développement économique et social. Dès lors, l'importance d'une revue comme *médecine/sciences* et son produit dérivé pour les médecins de famille, *Les Sélections de médecine/sciences*, prend tout son sens dans la propagation des idées nouvelles et de la critique de la science auprès des enseignants et des cliniciens. La nécessité d'une grande revue pour nos sociétés francophones est aussi présente qu'il y a 20 ans. L'arrivée de l'Internet a changé la donne et offre une voie fabuleuse pour accroître la diffusion des travaux des chercheurs en sciences de la santé. Il faut amplifier la présence de *médecine/sciences* sur les autoroutes de l'information. C'est ma conviction profonde que *médecine/sciences* doit accepter l'esprit de l'*Open Society Archives* et diffuser librement l'information scientifique.

Le soutien des partenaires ministériels et de recherche québécois et français ne s'est jamais démenti tout au long de ces années. L'engagement encore plus affirmé de l'Inserm et du FRSQ est accueilli avec joie et gratitude. Il devrait susciter des participations institutionnelles qui pourraient permettre à *médecine/sciences* d'obtenir son autonomie financière et de concrétiser le rêve de devenir la grande revue biomédicale, reflet de la qualité de la recherche dans la Francophonie.

Toujours se rappeler que la mission de *médecine/sciences* se situe au cœur même de l'humanisme. En définitive, être humaniste et citoyen consiste à posséder les deux cultures, la scientifique et la littéraire. Cette exigence était déjà réelle au xx^e siècle, elle l'est davantage au xxi^e siècle. ♦

**The citizen's right to scientific information
and the absolute necessity
of a major biomedical journal in French**

RÉFÉRENCES

1. Bergeron M. *médecine/sciences* : une université virtuelle des sciences du vivant. *Med Sci (Paris)* 2000; 16: 1466-9
2. Bergeron M, Lacroix JF. *médecine/sciences* : un trait d'union. *Med Sci (Paris)* 1985; 1: 9.

M. Bergeron
Rédacteur en chef fondateur (1984-2000)
et Directeur général (Amérique du Nord),
Société de la revue *médecine/sciences*,
500, rue Sherbrooke ouest,
bureau 800, Montréal, Québec, H3A 3C6 Canada.
michel.bergeron@umontreal.ca

TIRÉS À PART

M. Bergeron